



Entre le Maroc et la France, le grand désamour

Par [Frédéric Bobin \(Rabat, Casablanca, envoyé spécial\)](#) Publié le 18 novembre 2022 à 17h15, mis à jour à 02h23

Un vent glacial souffle sur la relation entre Paris et Rabat dont le « partenariat d'exception », célébré dans les discours officiels, est fragilisé par une montée de crispations : restrictions des visas, Sahara occidental, pari algérien d'Emmanuel Macron. Fait nouveau, les élites francophones entravées dans leur liberté de circulation se retournent contre la France.

« *Je me suis sentie humiliée.* » Hennou Allali Maamar, octogénaire au port noble, lunettes en sautoir sur un chemisier immaculé, a encore de l'émotion dans la voix quand elle raconte son refoulement du sol français. Elle est là, un brin désseparée, calée sur le canapé du salon de sa maison de Rabat embaumée d'effluves de citronnelle et de romarin, fiertés de son jardin. Autour d'elle, les fauteuils de style Louis XV témoignent d'un goût, de références, d'un lien avec la France qui ne lui ont guère été utiles, ce 12 septembre, quand le policier de l'aéroport de Montpellier lui lança : « *Je suis en droit de vous refuser l'accès au territoire français.* »

M^{me} Allali Maamar tenait à ce séjour de deux semaines en France. Elle souhaitait revoir la faculté de médecine de Montpellier, ville « *chère à [son] cœur* », dont elle sortit diplômée en 1971 et qui fit d'elle l'une des toutes premières médecins marocaines.

C'était un projet de « *pèlerinage* » affectif, une envie d'escapade nostalgique sur les lieux de sa jeunesse et auprès de vieux amis. Las ! Quand l'officier de service lui demanda son certificat d'hébergement, elle resta interdite. La présentation de ce document, exigence certes légale, ne lui avait jamais été réclamée lors de ses entrées précédentes en France. Surtout, c'est le ton « *irrespectueux* » et « *arrogant* » d'un policier la traitant « *comme*

une clandestine » qui lui parut insupportable. « *Ce n'est pas la France que j'ai connue* », ajoute-t-elle avec amertume. Quelques minutes plus tard, elle réembarqua dans le même avion pour un retour immédiat vers Casablanca, colère rentrée.

Cet incident fit grand bruit au Maroc. La presse publia une [lettre ouverte du fils de M^{me} Allali Maamar à Emmanuel Macron](#), exprimant l'« *adieu* » de sa mère à la France après un tel affront. L'affaire survenait dans un climat déjà empoisonné entre les deux pays au sujet des restrictions de visas imposées par Paris. Si elle était détentrice d'un visa en bonne et due forme, son refoulement relève d'une application zélée des règles d'admission en France – le certificat d'hébergement lui manquait –, illustrant une détermination d'entraver les arrivées, à tout le moins en provenance d'Afrique du Nord. Le grand tournant date de septembre 2021, quand Paris annonça une [réduction drastique dans l'octroi des visas aux ressortissants des pays du Maghreb](#), une mesure de représailles face à la mauvaise volonté imputée aux autorités consulaires de ces Etats à réadmettre leurs migrants en situation irrégulière sur le sol français.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Entre la France et le Maroc, les visas de la discorde](#)

Le but était d'imposer un taux de refus de 50 % aux demandes de visa pour les Marocains et les Algériens, et de 30 % pour les Tunisiens. En réalité, cet objectif officiel n'a jamais été atteint au Maroc. Le taux de refus n'a pas excédé 35 %, malgré une sélection plus sourcilieuse des dossiers, selon des sources françaises. Mais le seuil habituel étant plutôt bas – autour de 15 % –, le durcissement, incontestable, a créé un choc dans l'opinion publique.

Douloureuse révélation

L'ère de la relative liberté de circulation, vers une France dont les classes moyenne et supérieure marocaines se sentaient proches, a paru se refermer. Douloureuse révélation pour des contingents d'universitaires, de membres de professions libérales ou de cadres d'entreprise qui se voyaient subitement interdire l'accès à l'Hexagone pour assister au mariage d'un enfant y résidant, participer à une conférence ou suivre un séminaire de formation. Et déchirante désillusion pour cette élite francophone et francophile, véhicule historique de l'influence de la France, soudain traitée comme une menace.

« *J'ai été nourrie de Ronsard, Du Bellay et Montaigne*, souligne M^{me} Allali Maamar. *Pourquoi prendre en otage une population qui assure la présence de la France au Maroc ?* » Ses six enfants ont été scolarisés au lycée Descartes de Rabat. Ils sont aujourd'hui médecin, ingénieurs et chefs d'entreprise.

C'est peu dire que le malaise sourd entre Paris et Rabat. Le contentieux autour des visas s'ajoute à une longue liste de motifs de crispation, allant du Sahara occidental au réchauffement franco-algérien – qui trouble le Maroc – en passant par les soupçons d'espionnage marocain avec le logiciel israélien Pegasus et des pratiques d'entrisme, jugées « *déloyales* » à Paris, dans les cercles de pouvoir français.

Ce coup de froid relève davantage de la crise à bas bruit que de l'affrontement, les deux capitales s'étant bien gardées de déclarations agressives officielles. Mais la perception est là. La presse marocaine s'en fait l'écho avec des « unes » explicites : « [Autopsie d'une crise qui ne dit pas – encore – son nom](#) » (*Le Desk*), « [Entre désaccord et influence, le malaise se creuse entre Paris et Rabat](#) » (*Tel quel*), « [Maroc-France, les grands malentendus](#) » (*Zamane*), certains titres plus militants dénonçant même « [Le jeu diabolique de Paris](#) » (*Maroc-Hebdo*).

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [« Projet Pegasus » : Edouard Philippe, des ministres et des élus de tous bords sur la liste des renseignements marocains](#)

Un signe ne trompe pas : Rabat a rappelé le 18 octobre son ambassadeur en France, Mohamed Benchaâboun, grand commis de l'Etat, quelques semaines à peine après son installation – manière silencieuse de protester contre la lenteur de Paris à nommer un nouvel ambassadeur à Rabat après le départ en septembre d'Hélène Le Gal, en poste depuis 2019. Les deux présences diplomatiques sont donc actuellement assurées par des chargés d'affaires, une situation inédite pour le « *partenariat d'exception* » célébré jusque-là dans les discours officiels. Et une représentation hémiplégique d'autant plus visible, et donc mal vécue par les réseaux franco-marocains, que l'intimité du lien entre les deux pays est assurément profonde. Le Maroc envoie 45 000 étudiants en France (soit le premier contingent d'étudiants étrangers dans l'Hexagone) et accueille sur son sol des établissements français scolarisant 46 500 élèves (dont deux tiers de Marocains), ainsi qu'un réseau de douze instituts français chargé de la coopération culturelle et linguistique (le premier au monde).

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Au Maroc, la promesse de l'école d'ingénieurs Centrale Casablanca de former les élites africaines](#)

En arrière-plan, le royaume est devenu le lieu de résidence de 51 000 Français enregistrés auprès des consulats, un chiffre à doubler si l'on comptabilise les binationaux, tandis qu'une diaspora d'origine marocaine en France forte d'environ 700 000 personnes a vu émerger en son sein une élite politique et culturelle très visible (Rachida Dati, Najat Vallaud-Belkacem, Tahar Ben Jelloun, Jamel Debbouze...). Sur le plan économique et financier, la France est le premier investisseur étranger (en stock) au Maroc, avec un tiers du total, alors que le royaume chérifien est le premier bénéficiaire dans le monde des financements de l'Agence française pour le développement (AFD). Bref, une imbrication humaine, culturelle et économique sans équivalent dans l'ex-empire colonial français.

Le « geste » de Trump

Autant dire que les forces centripètes tendant à amortir la brouille ne manquent pas. La désescalade a-t-elle déjà commencé ? Un échange téléphonique, le 1^{er} novembre, entre Emmanuel Macron et le roi Mohammed VI semble avoir esquissé la reprise d'un dialogue au plus haut niveau qui paraissait, sinon rompu, en tout cas suspendu. Il y a été question, selon une source proche de l'Elysée, de la future visite du président français au Maroc, prévue au début 2023, vraisemblablement en janvier.

« *Ça se décrispe, mais le malaise est toujours là* », ajoute cette source. Car des facteurs systémiques compliquent le retour à la normale. En France, la politique des visas restera sujette à des surenchères sur l'immigration irrégulière – et l'immigration en général – auxquelles le gouvernement ne peut être insensible, comme l'a illustré l'affaire Lola, adolescente assassinée par une Algérienne ayant fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF).

Au même moment, au Maroc, une posture plus offensive sur le Sahara occidental – cause patriotique sacrée – élève le niveau d'exigences du royaume chérifien envers ses partenaires. Au cœur du mois d'août, le roi Mohammed VI a officialisé cette inflexion dans un discours solennel où il a affirmé que le Sahara occidental (appelé au Maroc « *provinces du Sud* ») serait désormais « *le prisme* » à travers lequel le pays considérerait « *son environnement* »

international ». En conséquence, il a appelé les « *partenaires* » du royaume dont les « *positions sur l'affaire du Sahara sont ambiguës* » à les « *clarifier* ».

La mise en garde visait implicitement la France qui, si elle a toujours loué comme « *une base sérieuse* » le plan marocain d'autonomie du Sahara occidental, dès sa présentation en 2007, refuse encore de franchir le pas d'une reconnaissance expresse de sa « *marocanité* » – ainsi que l'avait concédé, [en décembre 2020, le président américain en fin de mandat Donald Trump](#). « *Aux yeux des Marocains, le geste de Trump a effacé quinze ans de défense française de leur plan d'autonomie* », soupire un diplomate français. « *J'ai vraiment mouillé ma chemise pour convaincre nos partenaires occidentaux de soutenir le plan d'autonomie marocain à une époque où la France était bien seule sur ce dossier* », se souvient un ex-ambassadeur de France à Rabat.

« Le Maroc est devenu une puissance régionale émergente qui veut s'affranchir d'une relation asymétrique avec Paris » – Abdelmalek Alaoui, président de l'Institut marocain d'intelligence stratégique

Aujourd'hui, enhardi par le cadeau de M. Trump, « *le Maroc crispe délibérément le rapport de force avec la France autour de l'affaire du Sahara occidental* », déplore une source proche de l'Elysée, afin de forcer les Français à marcher dans les pas des Américains. Pourtant, Paris pourra difficilement céder sous peine de s'aliéner l'Algérie, soutien des indépendantistes du Front Polisario. Or, la réconciliation avec Alger, notamment sur le dossier mémoriel, est le grand dessein d'Emmanuel Macron.

Dès lors, rares sont ceux qui escomptent le retour aux effusions d'antan. Quelque chose s'est-il brisé ? A Rabat, l'impression dominante est qu'un cap a été franchi. « *On peut craindre que le désamour soit en train de s'installer et de se répandre au sein de la société* », relève Khalid El Kadiri, ancien haut fonctionnaire, président de la Fondation Abou Bakr El Kadiri, l'un des fondateurs du parti nationaliste Istiqlal. « *La crise semble durable* », appréhende un diplomate français. Certes, la relation bilatérale n'en est pas à sa première tempête. Qu'on se souvienne de l'affaire Mehdi Ben Barka – cet opposant marocain disparu en 1965 au cœur de Paris après avoir été enlevé par les services marocains avec la complicité d'agents français – ou de la parution, en 1990, de *Notre ami le roi*, le brûlot de Gilles Perrault contre la dictature de Hassan II (1961-1999) : l'orage avait alors grondé entre les deux capitales.

Plus récemment, en 2014, le Maroc avait suspendu sa coopération judiciaire après la convocation, par un juge français, d'Abdellatif Hammouchi, le patron de la Direction générale de la surveillance du territoire, visé par une plainte pour complicité de torture déposée sur le sol français par des citoyens marocains. Paris avait dû faire amende honorable au bout d'un an.

A chaque fois, la relation a été remise sur les rails au nom de la *realpolitik*, zone trouble où se croisent intérêts financiers de haut vol – impliquant des fragments des élites respectives – et impératifs stratégiques dictés par la guerre froide, puis par la lutte antiterroriste dans la foulée du 11-Septembre, de la guerre en Syrie (à partir de 2011) et des attentats à Paris en 2015. Les services marocains ont fourni de précieuses informations à leurs homologues français. « *Ils nous ont aidés, mais les Algériens tout autant* », précise une source française qui a été proche du dossier des attentats. Quoi qu'il en soit, il n'a pas manqué en France de lobbies entreprenants pour plaider les bénéfices d'une normalisation avec Rabat.

« Blessure narcissique »

Cette fois, pourtant, ces forces de rappel sont à la peine. Les réseaux d'influence, forgés dans le clair-obscur des coulisses du gaullisme ou du mitterrandisme – où les arrangements entre amis pesaient autant que les convictions – souffrent d'un vieillissement qu'a accéléré l'arrivée à l'Elysée de la Macronie et de ses bataillons de jeunes technocrates. « *Comment construire de l'affect dans la French Tech ?* », s'interroge Abdelmalek Alaoui, communicant et président de l'Institut marocain d'intelligence stratégique.

A la froideur de Paris s'oppose de plus en plus un Maroc qui gagne en assurance, volontiers en proie à l'hubris, surtout depuis le fameux « *deal* » de Donald Trump de 2020 aux termes duquel Washington avait reconnu la « *marocanité* » du Sahara occidental en échange de la normalisation diplomatique entre Rabat et Tel-Aviv.

« *Le nœud du problème, c'est que le Maroc a affiché ses ambitions de boxer dans la catégorie supérieure*, ajoute M. Alaoui. *Il est devenu une puissance régionale émergente qui veut s'affranchir d'une relation asymétrique avec Paris.* » Selon cette vision, l'« *évolution doctrinale* » du Maroc l'amène à « *diversifier* » ses partenaires, scellant une quasi-alliance militaire avec Israël, coproduisant des vaccins avec la Chine ou envisageant une coopération dans le nucléaire civil avec la Russie, autant de gestes d'émancipation qui contrarieraient une France habituée à un « *pré carré* » africain discipliné.

A en croire cette explication du désamour par la géopolitique, la France prendrait même ombrage de l'activisme économique du Maroc en Afrique subsaharienne. Une espèce de rivalité opposerait désormais les deux pays sur certains marchés comme la banque ou même l'armement, secteur où Rabat s'imagine comme une future industrie exportatrice grâce à des transferts de technologie israéliens.

« *La France est consciente que l'alliance entre le Maroc et Israël va la concurrencer en Afrique* », observe Nizar Derdabi, ancien officier de la gendarmerie royale et expert en sécurité. Les diplomates français, de leur côté, ouvrent de grands yeux perplexes en apprenant l'existence d'une « *concurrence* » entre le Maroc et la France sur le continent.

Qu'il s'agisse du recroquevillement hexagonal de l'opinion française ou du ressentiment envers la France des Marocains interdits de visa, les émotions populaires bousculent un jeu interétatique jadis bien réglé

Là n'est pas le plus grave. Si le coup de froid inquiète, c'est qu'il mobilise – phénomène inédit – les sociétés plus que les Etats eux-mêmes. Qu'il s'agisse du recroquevillement hexagonal de l'opinion française ou du ressentiment envers la France des Marocains interdits de visas, les émotions populaires viennent bousculer un jeu interétatique jadis bien réglé. « *L'affaire des visas a eu pour fâcheux effet de dilater le périmètre de la crise en déportant le malaise dans la société civile* », s'alarme Ali Bouabid, délégué général de la Fondation Abderrahim Bouabid, figure historique de la gauche marocaine.

Fait impensable il y a quelques années, ce sont les élites francophones qui sont le plus dressées contre la France, humiliées, à l'instar de Hennou Allali Maamar, la médecin refoulée de Montpellier, d'être éconduites par ce pays qui nourrit de longue date leur psyché comme une seconde patrie. « *C'est une grande blessure narcissique* », analyse Hicham Chamekh, psychanalyste à Rabat. L'impossibilité – ou la difficulté – de rendre visite à un parent de

l'autre côté de la Méditerranée « *touche à quelque chose de très intime dans les sociétés* », abonde l'économiste Driss Khrouz : « *On déchire le tissu social, alors que cela aurait dû être une ligne rouge.* »



Des membres d'une association marocaine de défense des droits de l'homme manifestent devant les bureaux de l'Union européenne contre la restriction des visas de voyage, le 4 octobre 2022 à Rabat. FADEL SENNA / AFP

L'évolution de ces perceptions de la France au Maroc est d'autant plus notable que la décolonisation, bien moins violente qu'en Algérie, ne s'est pas accompagnée d'un ressentiment antifrançais comparable à celui qu'a connu le voisin oriental. Or, voilà qu'aujourd'hui « *le sentiment d'hostilité à la France déborde le cercle des courants traditionnellement francophobes pour concerner tout autant les milieux francophones* », relève M. Bouabid. Plus besoin désormais d'être islamiste ou nationaliste arabe pour fustiger l'ancien tuteur colonial. Les admirateurs de Ronsard, Du Bellay et Montaigne s'en chargent.

« *On a touché des gens qui n'avaient pas l'habitude d'être ostracisés et auxquels la langue française avait permis de s'identifier comme élite, analyse l'anthropologue et romancière Yasmine Chami. Cette affaire des visas vient remettre en question la croyance selon laquelle il existait une compréhension immédiate, une proximité intuitive entre élites française et marocaine. En ne faisant plus aucune distinction entre les Marocains désirant se rendre en France, Paris trace une frontière non poreuse entre les mondes du Nord et du Sud.* »

L'anglais plutôt que le français

Une telle amertume, qui relève à bien des égards du dépit amoureux, ne restera pas sans conséquences sur l'influence française au Maroc, avertit-on à Rabat ou à Casablanca. « *La France se tire une balle dans le pied* » : la formule revient comme un leitmotiv dans les conversations. Dans les milieux d'affaires français, l'inquiétude affleure, même si on ne veut pas dramatiser. « *Les contacts avec les officiels sont devenus plus difficiles* », admet, au Medef, le patronat français, une source impliquée dans la relation économique avec le Maroc.

« *Il y a un certain nombre de rugosités et des malentendus qui ne facilitent pas la mobilité économique entre les deux pays* », reconnaît Jean-Pascal Darriet, à Casablanca, le président de la chambre française de commerce et d'industrie au Maroc.

Si les affaires entre partenaires privés ne devraient pas trop souffrir, les contrats publics sont source d'interrogation. L'un des tests les plus attendus sera l'octroi du marché du tronçon Casablanca-Agadir de la ligne à grande vitesse (LGV), dont le groupe français Alstom avait déjà obtenu en 2007 le segment Tanger-Casablanca en vertu d'un arrangement relevant de la faveur d'Etat. Il n'est pas sûr que Rabat renouvelle sa bienveillance. Ce serait un signal politique.

L'autre incertitude concerne l'avenir de la francophonie au Maroc. Celle-ci s'est toujours bien portée, avec une langue française bénéficiant du statut de langue d'enseignement dans les deux tiers de l'éducation supérieure (filières scientifiques et économiques), soit 350 000 étudiants. Le gouvernement marocain a tenu à cette option francophone, résistant aux partisans de l'arabisation issus des courants nationaliste de l'Istiqlal et islamiste du Parti de la justice et du développement (PJD).

Or le climat évolue. Il s'agirait, cette fois, d'encourager l'anglais plutôt que le français. La tentation avait même précédé l'actuelle détérioration diplomatique, portée par une élite en quête de nouveaux marqueurs sociaux. « *Il s'agit d'un phénomène de distinction de classe, considère Driss Khrouz. La francophonie au Maroc s'est élargie à la classe moyenne. Une partie de l'élite cherche dès lors à s'en détacher, par effet de snobisme.* »

Les jeunes issus de classes populaires à la francophonie mal maîtrisée sont, eux aussi, attirés par l'anglais, facile à s'approprier sur Internet et permettant d'échapper « *à la stigmatisation sociale et au sentiment d'être exclus par l'élite francophone* », souligne une femme d'affaires de Casablanca. Bref, un double mouvement – par le haut et par le bas – qui relève des dynamiques sociales internes au Maroc comme des aléas diplomatiques entre Paris et Rabat. Résultat, fin octobre, le ministère de l'éducation nationale a annoncé un plan visant à encourager l'anglais dans les matières scientifiques dès le collège. Des institutions privées enseignant en anglais étaient déjà apparues ces dernières années, même si elles souffrent d'un déficit d'enseignants natifs. Leur succès de curiosité se nourrit de la certitude qu'un courant irréversible s'est amorcé. Selon un sondage publié en avril 2021 par le British Council Maroc, les deux tiers des jeunes Marocains pensent que l'anglais supplantera le français comme deuxième langue dans les cinq ans à venir.

Dans son salon de Rabat, Hennou Allali Maamar a marqué une pause. La voilà qui se saisit d'une vieille photographie la montrant en train de prêter le serment d'Hippocrate à la faculté de Montpellier face à de vénérables professeurs de médecine drapés dans leur robe doctorale satinée. Elle contemple le cliché avec tendresse. Puis elle reprend le récit de son refoulement. Elle se souvient qu'elle a lancé aux policiers de l'aéroport : « *Que veut la France ? J'ai l'impression qu'elle veut nous jeter dans d'autres bras.* » En guise de réponse, elle n'a essuyé qu'indifférence.